



Coordination Nationale PAS SANS NOUS

Pas de priorité pour les quartiers populaires !

Pour la quatrième fois en à peine plus de 3 ans, le ministre de la ville change : un(e) ministre différent tous les 13 mois ! Quel autre ministère connaît un tel sort ? Comment construire une véritable politique pour l'égalité des territoires dans une telle instabilité ?

François Lamy était resté moins de deux ans. Il avait pourtant engagé la réforme de la politique de la ville à l'origine de la loi pour la Ville et la cohésion urbaine de février 2014. Il avait commandé à Marie-Hélène Bacqué et Mohamed Mechmache un rapport sur la participation des habitants dans la politique de la ville, rapport qui lui a inspiré les conseils citoyens. Il insistait sur la nécessité du temps pour sortir des ornières procédurales dans lesquelles s'était enlisée la politique de la ville, notamment avec les Contrats urbains de cohésion sociale, et pour mobiliser l'ensemble des ministères en faveur des quartiers prioritaires... Pourtant, il était débarqué quelques semaines plus tard à l'occasion d'un premier remaniement ministériel...

A la suite, Najat Vallaud-Belkacem est restée à peine cinq mois à la tête d'un ministère qui embrassait tellement de portefeuilles (elle était ministre des Droits des femmes, de la Ville, de la Jeunesse et des Sports) qu'on en a déjà oublié qu'elle s'occupait de la politique de la ville !

Myriam El Khomri aura quant à elle été à peine un an secrétaire d'État à la politique de la ville, dans le ministère de Patrick Kanner, ministre de la Ville, de la Jeunesse et des Sports.

Mais déjà, elle n'était que secrétaire d'État. Exit un ministère de la Ville de plein droit. C'était déjà un mauvais signe à l'endroit des quartiers populaires pour dire que la politique de la ville n'est pas une véritable priorité.

Myriam El Khomri aura tout juste eu le temps de commencer à engager un dialogue et des relations – parfois houleuses, parfois constructives mais toujours respectueuses – avec les associations des quartiers populaires, notamment avec la coordination Pas sans Nous. Les discussions, les désaccords, les problèmes n'ont certes pas manqué : retard et diminution des financements des associations de terrain, détournement des conseils citoyens dans nombre de villes, rapport sur la création d'une Fondation pour les

quartiers prévu par la loi mais jamais remis. Mais il faut lui reconnaître sa présence sur le terrain, sa pugnacité, sa franchise pour engager le débat, sa capacité à rappeler les services de l'État à l'ordre quand elle estimait que le compte du droit commun n'y était pas, ou à renvoyer leurs copies aux maires quand certaines priorités dans le contrat de ville n'avaient pas été suffisamment travaillées.

Son départ, tout juste un an après sa nomination, et son non-remplacement signifient-ils la fin de toute priorité pour les quartiers populaires ? Alors que plus du tiers des contrats de ville ne sont pas encore signés, alors que les conseils citoyens patinent et, quand ils existent, n'ont pas été associés à la co-construction des contrats de ville, alors qu'un seul projet de rénovation urbaine 2^{ème} génération a été signé...

Suite aux événements du début de l'année, nous interpellions François Hollande dans une lettre qui se concluait sur ces mots :

« La situation est très grave dans les quartiers populaires. Vous avez encore une chance, nous sommes là pour faire face à la violence sociale et institutionnelle, pour être aux côtés des habitants face au décrochage scolaire, aux refus de naturalisation ou de carte de séjour, à l'économie souterraine ou encore à la montée du populisme. Combien de temps cela pourra-t-il durer ? »

Pour répondre à tous ces enjeux, nous avons fait des propositions. Aucune n'a été prise véritablement en compte. Nous vous demandons de donner dès aujourd'hui des signes forts de votre volonté d'inverser les politiques pour promouvoir l'égalité en faveur des quartiers populaires en mettant les habitants au cœur de ces politiques. »

Est-ce cela, cette valse des ministres, l'engagement fort du gouvernement pour les quartiers populaires ?

Plus que jamais, il y a nécessité d'instaurer un débat politique et démocratique au sein de ces quartiers, en permettant aux habitants de s'impliquer réellement. La politique de la ville nécessite, sans doute plus que d'autres, des orientations et un engagement durable.

Le gouvernement s'intéresse-t-il encore aux quartiers populaires ?